

Que penser de la recrudescence de l'antibilinguisme et que faire?

Discussion publique
Le mardi 22 janvier 2019
12 h à 14 h
Bar étudiant Le Coude

L'année 2019 marque les 50 ans de la Loi sur les langues officielles au Nouveau-Brunswick. Alors que la célébration de cet anniversaire s'annonçait tranquille et sans histoire, c'est maintenant avec émoi que l'Acadie et la population néo-brunswickoise s'apprêtent à souligner cet anniversaire et à faire le point sur les avancées en matière linguistique. Le clivage linguistique semble plus marqué que jamais dans la province. Un seul député acadien est membre d'un gouvernement qui se maintient au pouvoir avec l'appui des trois députés du *People's Alliance of New Brunswick*. Rappelons que le programme de ce dernier parti indique clairement son intention d'abolir le Commissariat aux langues officielles, de même que la dualité dans les services gouvernementaux. Et c'est sans parler des ministres qui remettent ou ont remis ouvertement en question les acquis linguistiques des Acadiens et des Acadiennes.

Grande inquiétude au Nouveau-Brunswick, donc, seule province officiellement bilingue.

À la suite de la décision du gouvernement franco-ontarien de mettre un frein au projet d'université franco-ontarienne et d'abolir le bureau du commissaire aux services en français, un mouvement de solidarité francophone a pris forme à travers le pays en appui à la communauté franco-ontarienne : une solidarité parmi les communautés francophones et acadienne, mais aussi du Québec, incluant la communauté anglophone de la province, et du gouvernement canadien et de réseaux de la francophonie internationale. En plus de plusieurs articles dans les journaux québécois, des éditoriaux de journaux anglophones ont appuyé la communauté franco-ontarienne. La presse internationale s'est également fait l'écho de ce qui se passait en Ontario.

Grande inquiétude et menaces très directes en Ontario, province à la plus grande communauté francophone hors Québec d'Amérique du Nord.

Un constat s'impose clairement face à la situation : les temps sont difficiles pour les francophonies canadiennes qui non seulement doivent affronter au quotidien la menace permanente de leur assimilation, mais doivent désormais faire face à un antibilinguisme qui va jusqu'à positionner les membres de la majorité comme des victimes du bilinguisme officiel. Un discours véhiculé souvent par un populisme à courte vue, au nom d'un « bon sens » dévoyé, incapable de reconnaître l'égalité et les droits linguistiques ni les atouts du bilinguisme officiel.

Dans ce contexte politique changeant, nous devons collectivement réfléchir, réagir et agir avant que cet antibilinguisme porté par la vague du populisme ne gagne davantage de terrain. Le temps nous impose de sortir de notre contentement collectif pour nous poser à nous-mêmes un certain nombre de questions fondamentales que nous avons mis de côté trop longtemps au nom de la bonne entente linguistique et d'une pacification des conflits linguistiques.

Pour apporter une réponse significative à cet antibilinguisme de plus en plus sonore au Canada, nous devons d'abord nous poser la question, fondamentale, de notre place et de notre statut au sein Canada. Par ailleurs, ce qui se passe en ce moment doit nous alerter sur les modifications qui seront apportées à la Loi sur les langues officielles afin d'éviter qu'elles ne soient que cosmétiques. Comment en effet, après 50 ans de bilinguisme officiel, en est-on encore à ce stade dans une partie non négligeable de la société canadienne?

Face à cette vague d'antibilinguisme, les questions fusent et sont nombreuses : les 50^{es} anniversaires de la Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick et de celle du Canada marquent-ils le début d'un recul en matière de droits linguistiques, voire la fissuration d'une certaine vision du pays, ou au contraire, donneront-ils un nouvel élan pour une meilleure reconnaissance de nos communautés? Faut-il s'en remettre à des stratégies connues (moyens de pression des organismes, manifestations publiques, lettres et pétitions, initiatives citoyennes) ou renouveler nos stratégies de mobilisation (activisme sur les médias sociaux notamment ou autres)? Est-ce que les stratégies d'éducation, de sensibilisation et le recours au dialogue peuvent donner des résultats significatifs et faire une réelle différence dans un contexte minoritaire? Devons-nous viser à plus d'autonomie comme le proposent les porteurs et porteuses d'un projet d'assemblée nationale de l'Acadie? Est-ce que les jeunes francophones, acadiens et acadiennes se sentent suffisamment concernés par ces enjeux? Prendront-ils et prendront-elles le flambeau que leur tend la génération du baby-boom qui a été au cœur des progrès linguistiques réalisés dans les années 1960? Quels constats font-ils de la situation? Quelles sont leurs stratégies pour contrer l'antibilinguisme qui semble reprendre de la vigueur au pays?

La réponse à ces questions tient tout entière dans les mains des francophones, des francophiles, des bilingues, des allophones ou des anglophones unilingues qui, sans parler le français, sont majoritairement attachés à la réalité bilingue et multiculturelle du pays. Nous sommes face à une alternative très claire : se soumettre, subir l'intimidation en permanence par ces groupes antibilinguisme, ou nous mobiliser collectivement et résister avec fermeté et conviction à cette vague de fond inquiétante. Et nous devons le faire au nom d'une certaine idée du Canada : ouvert, généreux, accueillant et bienveillant à l'égard de ses minorités linguistiques.

Alors que le gouvernement canadien a annoncé qu'il amorçait des consultations pour réviser la Loi sur les langues officielles au pays, le temps est plus qu'opportun pour mener une discussion publique franche et inclusive, sur notre place au Canada, et poursuivre une réflexion collective sur ces enjeux. C'est dans cet esprit que nous souhaitons contribuer à un tel débat, et en appeler à sa multiplication partout au pays.